



COMPTER CE QUI COMPTE: SUIVRE L'ACCÈS À LA CONTRACEPTION D'URGENCE

Plusieurs programmes ainsi que certaines pratiques soutiennent l'utilisation de la Contraception d'Urgence (CU) au Sénégal : la CU fait partie des programmes nationaux de planning familial, des programmes de marketing social communiquent sur la CU, et des parapharmacies et pharmacies locales distribuent la CU. La connaissance de la CU est cependant encore très limitée et les préjugés et idées fausses sur la CU persistent.

À PROPOS DU SÉNÉGAL

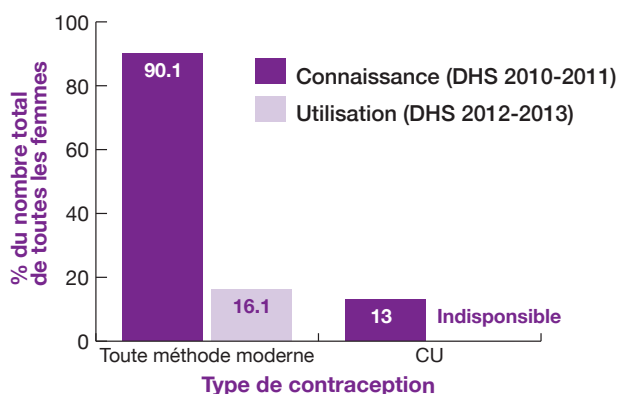
Le Sénégal a une population estimée à 13 635 927 d'habitants.¹ Le pays est pauvre mais relativement urbain avec 42% de la population vivant en zone urbaine. Une vaste majorité de la population (94%) s'identifie comme Musulmane.¹ Seulement 4.1% des femmes ont terminé une éducation de niveau secondaire ou supérieur.² 18.7% des jeunes femmes âgées de 15 à 19 ans ont commencé à procréer. Le taux est plus élevé dans les zones rurales et parmi les adolescentes avec peu ou pas d'éducation.² L'utilisation de la contraception est limitée et

CONNAISSANCE ET UTILISATION DE LA CONTRACEPTION

- **Taux de fertilité total : 5.3 enfants par femme** (6.3 en zone rurale, 4.1 en zone urbaine)
- **Besoin de contraception non satisfait : 29.3%**
- **Utilisation actuelle de méthodes de contraception moderne parmi toutes les femmes actuellement mariées : 16.1%**

Source: Enquête démographique et de santé, Sénégal⁴

CONNAISSANCE ET UTILISATION DE LA CONTRACEPTION MODERNE ET DE LA CU



Source: Enquête démographique et de santé, Sénégal.^{2,4} Les données sur l'utilisation de la CU n'étaient pas disponibles.

une fertilité élevée reste la norme sociale.

Cependant en 2005, le gouvernement a montré un engagement fort dans le planning familial en promulguant la Loi sur la Santé Reproductive qui établit l'accès aux services de santé reproductive comme droit universel.³ Pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD), le gouvernement s'est engagé ces dernières années dans des initiatives ayant pour but de repositionner la perception du planning familial.

L'enquête de 2011 de L'Initiative Sénégalaise de Santé Urbaine a interrogé 9 614 femmes âgées de 15 à 49 ans dans six villes et a révélé que 4% des femmes vivant en zone urbaine avaient déjà utilisé la CU.^{5,6} Selon l'Enquête démographique et de santé de 2010-2011, les femmes possédant une éducation secondaire ou supérieure sont considérablement plus susceptibles de connaître la CU que des femmes sans éducation.²

PROGRAMMES

Liste des Médicaments Essentiels : Le lévonorgestrel en dose nécessaire pour la contraception d'urgence fait partie de la liste des médicaments essentiels du Sénégal.⁷

Directives et normes nationales : La CU est inclus dans « les Politiques, normes et protocoles de service de santé reproductive » au Sénégal.⁸

Régime de prescription et personnes autorisées à administrer : La CU est disponible dans les pharmacies privées et peut être obtenue sans ordonnance.⁸ Dans le secteur public, la CU peut être obtenue de la part de prestataires de santé

qualifiés tels que des infirmières, des sages-femmes et des médecins dans des établissements de santé.

Prise en charge après un viol : Le Sénégal n'a pas de directives nationales spécifiques pour la prise en charge après un viol. Cependant on peut trouver la CU dans d'autres programmes en tant qu'élément de traitement de la violence déterminée par le sexe et/ou des systèmes de prise en charge après un viol.⁹

DISPONIBILITÉ DU PRODUIT

Produits déposés : Selon la base de données du CICU à partir de novembre 2014, deux produits de CU au lévonorgestrel sont déposés et distribués : NorLevo (HRA Pharma) et Duet (FamyCare).

Produits fabriqués localement : Aucun disponible.

Produits de mauvaise qualité ou de contrefaçon : Aucune information n'est disponible ; cependant les médicaments de contrefaçon sont un problème dans la région.

ENDROITS OÙ LES FEMMES ONT ACCÈS À LA CU

La CU dans le secteur commercial : L'Enquête démographique et de santé de 2010-2011 montre qu'actuellement, 12% des utilisatrices de contraceptifs obtiennent leur méthode dans le secteur privé/commercial.² Cependant, une étude de 2009 a établi que les pharmacies étaient le point de vente principal pour l'accès à la CU.¹⁰ NorLevo est le produit principal disponible dans le secteur privé. Malgré la disponibilité de la CU en pharmacie, une majorité des prestataires du secteur privé ont une connaissance très limitée des protocoles médicaux liés à la CU et de sa limite d'efficacité dans le temps.¹¹ Dans le secteur privé, le grade le moins élevé au sein du personnel de santé étant autorisé à vendre ou à distribuer des PCU sont les infirmier-ères auxiliaires.¹²

La CU dans le secteur public : L'Enquête démographique et de santé de 2010-2011 montre qu'actuellement, 85% des utilisatrices de contraceptifs obtiennent leur méthode dans le secteur public, faisant de ce dernier une source importante de produits liés au planning familial.² En 2006, L'UNFPA, en partenariat avec le Ministère de la Santé, a acheté du Pregnon afin de le distribuer

dans des cliniques publiques.¹¹ Cependant, une évaluation du programme de planning familial du Ministère de la Santé a établi que peu de centres médicaux proposaient la CU dû au manque de formation de la part des prestataires de services. En 2007, le Ministère de la Santé en association avec le projet ECafrique du Population Council, ont mis en place un programme de formation des prestataires et des bénévoles des communautés sur la CU afin d'en élargir l'accès au sein des cliniques du secteur public. Grâce à ce programme, la CU est devenue plus accessible et est disponible dans tous les établissements de santé publique à un prix abordable.¹³ Plus tard cependant, dans une étude de 2011 avec des leaders d'opinion clés, certains citaient une faible disponibilité de produits de CU, en particulier dans les établissements de santé publique. Ces établissements ont connu des ruptures de stock depuis 2010 à cause de l'expiration du produit de PCU du secteur public, le Pregnon. (Duet est désormais le produit disponible dans le secteur public).¹¹ Dans le secteur public, le grade le moins élevé au sein du personnel de santé étant autorisé à vendre ou à distribuer des PCU sont les infirmier-ères auxiliaires.¹²

La CU dans les ONG, le marketing social et les secteurs de franchise sociale : La branche Sénégalaise de l'IPPF, l'Association Sénégalaise pour le Bien-Etre Familial (ASBEF) s'occupe de distribuer la CU. De plus, en association avec les fonctionnaires des écoles et leurs étudiants, le Centre de Formation et de Recherche en Santé de la Reproduction (CEFOREP, une organisation sénégalaise à but non lucratif), a mis en place en 2008 une initiative visant à faire connaître la CU comme étant une option pour les jeunes gens sexuellement actifs.¹³ L'initiative cherchait également à construire un lien entre la communauté scolaire et le système de santé pour l'approvisionnement de la CU. Cependant, les organisations de marketing social ne proposent actuellement pas de campagne spécifique promouvant l'utilisation de CU au Sénégal.

Distribution de CU dans les communautés : Les politiques et normes actuelles pour la santé reproductive ne permettent pas encore la distribution de CU au niveau communautaire.

COUVERTURE MEDIATIQUE DE LA CU

Dans les zones rurales plus de 80% des femmes et plus de 90% dans les zones urbaines, sont exposées aux médias de masse au moins une fois par semaine. En mars 2010, l'Agence de Presse Sénégalaise (The Herald), un journal local de Dakar, a publié un article décrivant la CU et le besoin de la part des prestataires de mieux faire connaître et comprendre les protocoles de la CU. Un article du même journal datant de 2013 incitait les pharmaciens à avertir les femmes des dangers de l'utilisation répétée de la CU et à leur conseiller des méthodes de contraception à long terme.¹⁴ Le réseau national de journalistes pour la santé publique et reproductive a exprimé son intérêt de mieux éduquer ses membres sur la CU.¹⁵

PRESTATAIRES

En 2009 et 2011, deux études ont été menées au Sénégal et ont permis de rapporter des informations sur les fournisseurs et la CU. L'étude de 2009 a établi que la majorité des prestataires dans les pharmacies locales ne connaissaient pas les protocoles actuels pour la CU notamment le laps de temps pendant lequel la méthode est efficace. Les prestataires étaient également partagés quant à la mise à disposition de la CU pour les jeunes gens.¹⁰ L'étude de 2011 a révélé que presque 38% des prestataires n'avaient jamais reçu de formation spécifique sur la mise à disposition de la CU, et que la formation sur la mise à disposition de la CU n'était pas suffisamment intégrée dans la formation de base des prestataires (seulement 23% des fournisseurs ont été formés sur la CU pendant leur formation de base). La plupart des connaissances sont acquises grâce à leur pratique professionnelle (52% disent avoir été formés sur le tas). Les fournisseurs les moins susceptibles d'être formés sont les vendeurs et les pharmaciens avec respectivement seulement 30% et 65% d'entre eux formés. Seulement 41% des fournisseurs formés ont dit être à l'aise avec la vente de la CU sans ordonnance. De plus, beaucoup de fournisseurs formés continuent de croire que l'utilisation de CU augmente le risque de contracter une IST et la prise de risques sexuels.¹¹

SOUTIEN DES DONATEURS

Des donateurs ont acheté des provisions de CU pour les programmes de planning familial du Sénégal. Selon RHInterchange, en 2003, l'IPPF a expédié 10 000 paquets de CU vers le Sénégal et entre 2013 et 2014, l'UNFPA en a expédié 50 080 paquets¹⁶ pour une utilisation dans le secteur public.¹⁷

RÉFÉRENCES

- ¹ CIA The World Factbook. Africa: Senegal. Retrieved 17 November 2014 from, <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/sg.html>.
- ² L'Agence Nationale de la Statistique et ICF International. 2012. L'Enquête Démographique et de Santé à Indicateurs Multiples du Sénégal de 2010-11 : Rapport de synthèse. Calverton, Maryland, USA: ANSD et ICF International. (<http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR258/FR258.pdf>).
- ³ Senegal Initial Country Assessment Executive Summary. PATH. June 2009. Retrieved 21 November 2011 from, http://www.path.org/publications/files/RH_depo_subq_ia_senegal.pdf.
- ⁴ Sénégal Enquête Démographique et de Santé Continue. 2012-2013. Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie et ICF International. Juillet 2013. (<http://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR288/FR288.pdf>).
- ⁵ 2011 Baseline Survey for the Senegal Urban Health Initiative (ISSU). Household Survey: Final Report. Measurement, Learning and Evaluation Project for the Urban Reproductive Health Initiative. 2012.
- ⁶ Mane B, Brady M, Ramarao S, Thiam A. Emergency contraception in Senegal: Challenges and opportunities. The European Journal of Contraception and Reproductive Health Care. Early Online September 2014;1-10.
- ⁷ National Drugs and Essential Products List, Sixth Edition. Ministry of Health and Prevention. Republic of Senegal, Dakar, Senegal, 2008. Retrieved 11 November 2011 from, <http://apps.who.int/medicinedocs/documents/s18819fr/s18819fr.pdf>.
- ⁸ Protocoles de Services de SR au Senegal. Le Ministre de la Santé de l'Hygiène. (<http://advancefamilyplanning.org/sites/default/files/resources/Protocoles%20SR.pdf>).
- ⁹ Thompson J, Undie C, Askew I. Access to Emergency Contraception and Safe Abortion Services for Survivors of Rape: A Review of Policies, Programmes and Country Experiences in Sub-Saharan Africa. Population Council. September 2014. (http://www.popcouncil.org/uploads/pdfs/2014STEPUP_EC-SA_Report.pdf).
- ¹⁰ Diop JN, Mane B, Faye O, Niang C, Thiaw T, Sano Coly A, Mbow FB, Niang Faye Y. EC Afrique. Enquete sur la Contraception d'Urgence(CU) au niveau des pharmacies. Population Council Senegal, September 2009. (http://www.popcouncil.org/pdfs/2009RH_EnqueteCU.pdf).
- ¹¹ Mane B, Ramarao S, Brady M, Mbow F, Thiam A. Attitudes, Beliefs, and Practices of Key Opinion Leaders (KOL) and Providers About Emergency Contraception (EC) in Senegal. Avril 2012.
- ¹² USAID, John Snow Inc. Senegal Contraceptive Security Indicators Data Dashboard. 2014.

- ¹³ Emergency Contraception: Addressing Unwanted Pregnancies and Maternal Mortality in Senegal. Population Council. September 2009.
- ¹⁴ Les pharmaciens invités à mieux informer sur l'utilisation de la contraception d'urgence. Agence de Presse Sénégalaise. 16 January 2013. Accessed 21 November 2014 from, http://www.aps.sn/articles.php?id_article=107974.
- ¹⁵ Enquête sur Attitudes, croyances et pratiques et des leaders d'opinions clés autour de la contraception d'urgence. Synthèse. March 2012.
- ¹⁶ RHInterchange database, Reproductive Health Supplies Coalition. Retrieved 17 November 2014 from, http://www.myaccessrh.org/rhihome?p_p_id=rhiuserportlet_WAR_rhiportlet&p_p_lifecycle=1&p_p_state=normal&p_p_mode=view&p_p_col_id=column1&p_p_col_count=1&_rhiuserportlet_WAR_rhiportlet__spage=%2Fvaluesummary.do&_rhiuserportlet_WAR_rhiportlet__sorig=%2Fshipmentsummary.do.
- ¹⁷ Diaw N. Coordinator, Securing Reproductive Health Product, UNFPA. Personal Correspondence. 1 December 2014.

Cette fiche d'information a été préparée avec le Consortium pour la contraception d'urgence, en collaboration avec Population Council Sénégal et représente les meilleures informations que nous ayons pu regrouper. Nous apprécierons vos contributions pour des révisions futures. Merci de nous contacter à info@cecinfo.org. Visitez notre site internet à www.emergencycontraception.org pour plus d'information sur la CU.